



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 18/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Engie Green Cabalas**

Parc d'activités Millénaire II  
Le Triade II - 215 rue Samuel Morse  
34000 Montpellier

Références : UD34/H5/CI/2024-033

Code AIOT : 0006605587

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement Engie Green Cabalas implanté Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 27/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Engie Green Cabalas
- Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Engie Green Cabalas, filiale à 100% de la société Engie Green France, est une société spécialement créée pour gérer l'exploitation du parc «Plateau de Cabalas».

Le parc éolien «Plateau de Cabalas» se situe au lieu-dit «Plateau de Cabalas» sur le territoire de la commune de Joncels dans le département de L'Hérault au niveau du plateau de l'Escandorgue. Il se compose de 13 aérogénérateurs de puissance unitaire de 2,3 MW, soit 29,9 MW au total.

Le parc a été mis en service en 3 tranches entre 2018 et 2020.

- 5 éoliennes (E5 à E9) mises en service début 2018 (tranche 1 – Cabalas centre)

- 4 éoliennes (E10 à E13) mises en service début 2019 (tranche 2 – Cabalas ouest)

- 4 éoliennes (E1 à E4) mises en service en mars 2020 (tranche 3 – Cabalas est)

Par ailleurs, des actions d'ouverture de milieux ont eu lieu durant l'hiver 2019/2020.

Le parc dispose d'un permis de construire (PC) délivré, par arrêté préfectoral du 13/11/07 modifié par arrêté du 29/07/16.

En outre, un arrêté du 13/11/13 et un arrêté du 22/04/14 sont venus encadrer respectivement le défrichement et le déboisement, pour la construction du parc.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit d'antériorité pour l'exploitation des éoliennes du parc en application de l'article L513-1 du code de l'environnement.

Ce parc éolien est soumis à autorisation conformément à la rubrique de la nomenclature 2980-1.

Des prescriptions complémentaires encadrant le fonctionnement du parc ont été prises par l'arrêté préfectoral n°2014-I-1276 du 18/07/14.

Suite à l'inspection réalisée en 2022, un arrêté de mise en demeure a été pris le 8 février 2023 pour non-respect des dispositions des articles 2.1.2 (systèmes efficaces de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble du parc éolien et adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal), 2.1.3 (bilan annuel spécifique de l'Aigle royal) et 2.3 (plan de gestion et de suivi) de l'arrêté préfectoral n°2014-I-1276 du 18 juillet 2014.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
4	Retour d'expérience sur la mortalité	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Mesures préventives d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**En raison de la mortalité constatée (avifaune et chiroptères), il est attendu des mesures correctives concrètes permettant une diminution de cette mortalité.**

Les suivis spécifiques de l'Aigle royal doivent contenir les éléments d'analyse prévus à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014. Si cette condition est remplie, il sera possible de lever la dernière non-conformité restante de l'arrêté de mise en demeure du 08/02/23 (article 1, point 2 -bilan annuel spécifique de l'Aigle royal).

Par ailleurs, l'exploitant devra compléter la note d'évaluation de la perte du territoire de chasse pour l'Aigle royal en intégrant les demandes formulées par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : MESURES DE REDUCTION : DETECTION, EFFAROUCHEMENT et ARRET**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en service du dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2023</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Le parc éolien est équipé de systèmes efficaces de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords des mâts et des pales des éoliennes sur 360 ° (vision artificielle ou autre technique disponible), adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal. L'exploitant justifie que la détection mise en place permet de couvrir l'ensemble du parc éolien préalablement à sa mise en fonctionnement. Ces dispositifs de détection disposent des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt.

/.../

Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans une consigne écrite communiquée à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Suite à l'inspection 2023, le paramétrage du système de Détection de l'Avifaune (SDA) pour les éoliennes E1 à E5 a bien été modifié.

Les nouvelles caméras de résolution 1K ont été installées sur E7 et E9. L'exploitant a remis les rapports d'installation et de mise en service de ces caméras. Sur site, ces nouvelles caméras ont été vues.

La note de dimensionnement du SDA a été complétée. Suite à l'inspection 2024, l'exploitant a remis une dernière version en date du 25/04/24.

Il est décidé que cette note sera mise à jour en fonction des éventuelles mortalités de rapaces survenues sur le parc.

Le point 1 de l'article 1 (système de détection de l'avifaune) de l'arrêté de mise en demeure du 08/02/23 est considéré comme respecté.

Les rapports d'exploitation du SDA précisent : «La vitesse des pales indiquée dans la suite du rapport est celle correspondante à la vitesse du rotor au déclenchement de l'action Safewind (ordre de régulation ou d'effarouchement à la détection d'un objet ou d'un animal).»

Le rapport d'exploitation 2023 mentionne la collision de deux circaètes Jean Le Blanc sur l'éolienne E2. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'il ne s'agit pas de collisions mais de détections de deux Circaètes. Le rapport d'exploitation est généré automatiquement par l'intelligence artificielle du SDA. L'exploitant a apporté les éléments suivants pour justifier de l'absence de collision (vidéo enregistrée par une caméra de E3 située à proximité de E2 et courriels échangés avec les ornithologues de la société BiodiWind). L'exploitant a également démontré que les éoliennes E2 et E3 sont bien entrées en régulation lors de la détection de ces deux oiseaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra les courriels échangés avec le bureau d'études Altifaune suite à leur prospection sur site réalisée après la détection des deux circaètes en septembre 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>/.../ l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, /.../ les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis /.../</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 17/04/24, l'exploitant a indiqué que les campagnes de suivi se sont terminées le 22/12/2023; elles ont couvert notamment un cycle complet (1 an).</p> <p>Le rapport devrait bien être remis dans un délai de 6 mois après la dernière campagne de prospection.</p> <p>L'exploitant prévoit également, à la demande de l'inspection, d'accompagner les rapports de suivis d'un plan d'actions au regard des préconisations du bureau d'études.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réalisation du suivi environnemental
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/09/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre les suivis de mortalité de l'avifaune et des chiroptères prévus par les dispositions de l'arrêté</p>

du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, un suivi spécifique des aigles royaux est assuré par l'exploitant.

Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est soumis à la DREAL pour validation.

Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.

Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux, qui devra permettre d'apporter les éléments de l'analyse prévue à l'article 2.3, est transmis à l'inspection des installations classées.

/.../ ».

#### **Constats :**

Le suivi de la mortalité 2021 a été réalisé sur l'ensemble du parc. Les campagnes de prospection ont débuté de mi-avril jusqu'à mi-décembre.

Le suivi de la mortalité 2022 a été réalisé uniquement sur le périmètre de Cabalas Est, ce qui explique le faible nombre de cas de mortalités constatées. A noter que deux cadavres ont été découverts en période de brouillard (un Héron garde bœuf découvert le 10/03 entre E2 et E3 et un pinson des arbres découvert le 27/10 sous E10). L'exploitant a justifié que les visibilimètres étaient bien opérationnels entre le 01/03/22 et le 10/03/22 inclus. La régulation des éoliennes n'a toutefois pas été enclenchée car la visibilité n'a pas été inférieure à 1 km sur une période de plus de 24h (cf. arrêté préfectoral du site). Pour la mortalité du pinson des arbres, les visibilimètres n'étaient pas actifs conformément à l'arrêté préfectoral du site (régulation prévue par temps de brouillard du 01/03 au 30/09).

L'exploitant a remis un plan d'actions suite au suivi environnemental de l'avifaune 2022 (débroussaillage annuel et vérification ponctuelle de l'état de la végétation pour augmenter la surface prospectable; régulation des éoliennes par visibilimètre déjà mis en œuvre et opérationnel sur le parc).

Le jour de l'inspection, il a pu être observé que la végétation était débroussaillée.

L'exploitant a confirmé que les prochains suivis seraient réalisés sur un cycle biologique complet et sur l'ensemble du parc. Pour 2023, le suivi de la mortalité a été réalisé de janvier à décembre. Pour les chiroptères, le suivi de l'activité en nacelle a été réalisé de mi-mars à fin novembre.

L'exploitant réalise également des suivis du comportement de l'avifaune incluant le suivi de l'Aigle royal. En cas de réussite de la reproduction de l'Aigle royal, un suivi spécifique est enclenché. Ce type de suivi a été réalisé de 2018 à 2021. Il n'y a pas eu de suivi en 2022. Un suivi a été réalisé en 2023 et en 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection rappelle que:

- Pour la réalisation des prochains suivis de mortalité, il convient d'augmenter la surface

<p>prospectable en entretenant régulièrement les strates herbacées et arbustives aux alentours des éoliennes afin de diminuer le biais observateur lié au taux de détection des cadavres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les entretiens ONF devront être calés juste après un passage de suivi environnemental et pas juste avant pour ne pas perdre de cadavres ;</li> <li>- la fréquence de passage doit être précisément justifiée sur la base du taux de disparition des cadavres (le niveau de prédation sur le parc est très fort, qu'importe la période de l'année, ainsi les cadavres peuvent ne rester qu'un jour voire moins sur site) ;</li> <li>- Les prochains suivis devront être complets (suivi hivernal inclus). Ils devront être réalisés au mois jusqu'en 2026/2027 ;</li> <li>- Au plan statistique, un traitement différencié doit être appliqué sur les suivis "hivernaux" avec 1 passage/semaine par rapport aux suivis avec 2 passages/semaine du reste de l'année, avant de refaire une synthèse annuelle (ne pas faire une moyenne annuelle de la fréquence de passage appliquée uniformément à toutes les périodes qui biaiserait les résultats);</li> <li>- Les suivis spécifiques de l'Aigle royal doivent contenir les éléments d'analyse prévus à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014. Si cette condition est remplie, il sera possible de lever la non-conformité relevée à travers l'arrêté de mise en demeure du 08/02/23 (article 1, point 2 - bilan annuel spécifique de l'Aigle royal).</li> </ul> <p><b><u>En raison de la mortalité constatée (avifaune et chiroptères), il est attendu des mesures correctives concrètes permettant une diminution de cette mortalité.</u></b></p>
--

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Retour d'expérience sur la mortalité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mortalités sur le parc
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les plus brefs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan semestriel pour les cas concernant des espèces non menacées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant souligne que le registre de mortalité transmis pour l'inspection 2023 a été établi à la demande de la DREAL. Il ne s'agit pas du registre tenu au quotidien par l'exploitant. En effet, l'exploitant tient à jour un bilan des mortalités sur chaque parc sans détailler chaque cas de mortalité.</p> <p>L'inspection prend note de cette pratique.</p> <p>Pour l'année 2023, le bilan transmis fait état de 15 mortalités d'oiseaux (14 classés LC et un martinet noir classé NT) et 6 mortalités de chiroptères (2 classées LC, une pipistrelle commune et une noctule de Leisler classées NT et un Minioptère de Schreibers classé VU).</p> <p>L'exploitant a déclaré les mortalités conformément à l'arrêté préfectoral (le cas de la pipistrelle commune a été déclaré après l'inspection).</p>



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle qu'un bilan semestriel des cas de mortalités d'espèces non menacées doit également être transmis à la DREAL, conformément à l'article 2.1.3, titre 2 de l'arrêté préfectoral du 18/07/14.</p> <p>Les fiches de déclaration d'incident doivent intégrer les coordonnées GPS et les photos du cadavre.</p> <p>Par ailleurs, pour les mortalités des espèces protégées menacées classées en statut « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, la fiche BARPI doit être entièrement renseignée (à compléter en 2 temps : données brutes puis analyses et mesures correctives - <u>veiller à bien renseigner les mesures correctives</u>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Mesures préventives d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de gestion et de suivi
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place des mesures préventives d'ouverture et de gestion de milieux ouverts favorables à la chasse de l'Aigle royal sur une superficie équivalente à la superficie de la perte théorique de territoire de chasse liée à la présence du parc éolien. Un plan de gestion et de suivi de ces mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans un délai de 3 ans et 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une analyse des résultats des suivis spécifiques prévus à l'article 2.1.3 visant à réévaluer la perte de territoire de chasse de l'Aigle Royal et proposera, le cas échéant, les mesures d'accompagnement supplémentaires qui pourront être fixées par un arrêté complémentaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection 2023, l'article 1, point 3 (plan de gestion et de suivi) de l'arrêté de mise en demeure du 08/02/23 est considéré comme respecté.</p> <p>Concernant l'évaluation de la perte du territoire de chasse pour l'Aigle royal, l'exploitant a remis</p>

début 2024 une nouvelle version de la note d'évaluation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, il convient de modifier et de compléter cette note avec les éléments suivants:

- pour plus de lisibilité, introduire une carte du secteur permettant de visualiser les différentes zones nommées dans la note (ex: Combe de Gravezon, Col rouge, les 3 aires, le lift suivi par les Aigles, etc...)
- page 7, mesures de compensation: **la surface de compensation de 15 ha devra être plus argumentée au regard de l'implantation des 13 éoliennes et de leur impact sur le territoire de l'Aigle royal**
- page 13: mieux justifier l'accès direct à la zone de compensation depuis la nouvelle aire sur le Puech de Banès
- page 15 : indiquer les phases de chantier (défrichage, construction des mâts, etc..) de 2012 à 2020, en parallèle des journées d'observations de l'ornithologue.
- p 18, suivis de mortalités : préciser le périmètre du suivi (Cabalas Est, Ouest, Centre ? ou parc complet ?) ainsi que les fréquences de passage.
- **p 19 impacts réels: préciser clairement si les zones de chasse identifiées en 2013 ont évolué et si la perte de territoire estimée à 15 ha est confirmée ou pas.**
- p 22 : fournir également les bilans des suivis télémétriques et les bilans GPS ; si les données GPS ne sont pas disponibles, il serait souhaitable de se rapprocher du détenteur de ses données.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois